



Se mobiliser pour les États généraux en vue de l'élection de la Constituante

Citoyens,

Une pandémie interminable et des vaccins qui jouent l'arlésienne. De vrais-faux confinements qui n'en finissent pas. Une économie à la dérive dans la cadre d'une désertification industrielle minutieusement tricotée par tous les gouvernements depuis 40 ans. Des paysans abandonnés. Un chômage exponentiel. Des services publics saccagés. Des communes de plus en plus asservies. Une société qui s'émiette depuis les années 80, gangrénée par une idéologie antirépublicaine.

Des gouvernements qui font semblant d'agir, mais qui ne peuvent pas grand-chose vu les contraintes imposées par le marché, la « gouvernance européenne » et l'expertocratie de la mondialisation.

Apparemment impuissant sur les contraintes économiques et sociales, le gouvernement retrouve ses capacités lorsqu'il s'agit de réprimer. Les violences envers les gilets jaunes et, en particulier, les mutilations, ont été sans commune mesure avec un mouvement de citoyens dont la plupart demandaient surtout à être respectés.

Un pouvoir de moins en moins légitime affirme essentiellement son autorité contre les plus délaissés.

Tout tourne, en effet, autour de la légitimité.

Loin de chercher à retrouver celle-ci par les urnes, le pouvoir développe des comités Théodule conduits par des experts manipulant, avec l'aide des médias, des personnes tirées au sort.

Si le principe énoncé par la Constitution, selon lequel la souveraineté nationale appartient au peuple, n'est pas réaffirmé, alors le régime officialisera sa dérive autoritaire.

Il est temps de rompre ce cercle infernal, de retrouver la souveraineté populaire, seule capable de faire face à des contraintes absurdes développées avec l'aide des puissances financières.

Trop de citoyens ne se croient plus aptes à renverser la situation, enserrés qu'ils sont dans un discours fataliste, dans une aliénation alimentée par les objurgations économiques, sanitaires ou environnementales. Or seuls les citoyens redevenus actifs dans un cadre réellement démocratique, peuvent faire face aux défis de notre époque.

C'est précisément pour reconstruire le peuple souverain, lui donner la capacité collective d'agir que nous avons créé, il y a plus de 17 ans, l'Association pour l'élection d'une Constituante. Elle se veut avant tout un point de repère pour que le peuple se réapproprie ce bien public qu'on appelle les institutions. Elle permet de briser l'isolement dans lequel le système économique et idéologique a enfermé chaque citoyen.

Elle se veut l'instrument de l'union pour affirmer la force du peuple de façon démocratique, pacifique et rassembleuse.

C'est pourquoi, dans un premier temps, nous appelons de nouveau les citoyens à créer partout en France, au niveau des communes et des quartiers, des cercles pour imaginer des institutions démocratiques et déposer dans leur commune leurs cahiers de doléances. Cette action collective et locale permettra, dans un deuxième temps, de rassembler des assemblées régionales réunissant, dans le but de la Constituante, citoyens, associations, élus municipaux, Enfin, dans un troisième temps, dès que les conditions le permettront, toutes ces activités, toutes ces initiatives, convergeront vers des États généraux pour exiger en France l'élection d'une Constituante.

En recréant la démocratie, c'est-à-dire la souveraineté du peuple, instrument de résistance à un système idéologique oppressif, ce processus sera en fait l'instrument de la libération.

André Bellon
Président

